

Au nom de l'UBPS, merci à vous tous d'être présents en ce dimanche pour affirmer que vous préférez agir plutôt que subir.

L'UBPS a été fondée en réponse aux mesures ineptes de la loi cadre du Ministre de la santé dont la politique se construit non seulement sans concertation avec les soignants, mais surtout contre les soignants, et au détriment des patients.

Sous couvert démagogique de « modernisation » et d'« accessibilité », se cache une étatisation de nos professions avec centralisation des soins et disparition des petites structures de proximité, des protocoles imposés au détriment de la liberté thérapeutique et une pression tarifaire incompatible avec des investissements matériels indispensables aux soins de qualité.

Sans révision de la loi cadre qui nous a été imposée sans concertation constructive avec les acteurs d'un terrain que le ministre connaît visiblement bien mal, nous prédisons dans un futur très proche une situation apocalyptique pour les citoyens avec :

- La disparition des cabinets médicaux et paramédicaux de proximité entraînant des difficultés d'accès aux soins de première ligne et restreignant le choix des soignants
- Une saturation chronique des services d'urgence
- Une démotivation des soignants entraînant burn-out, réorientation professionnelle non médicale et exode vers l'étranger.
- Un système médical à 2 vitesses
- Et enfin, comme en Angleterre depuis l'instauration du NHS, un recul de l'espérance de vie.

Cette nouvelle politique de santé est une politique déshumanisée, délétère pour tous les citoyens, une étatisation à peine dissimulée qui détruit l'investissement et qui vend au citoyen l'illusion du « tout gratuit ».

Nous estimons par ailleurs qu'il serait plus opportun de revoir le fonctionnement des mutuelles :

Des organismes richissimes qui investissent dans l'immobilier, possèdent des chaînes de pharmacies, rachètent des hôpitaux, en dépit de conflits d'intérêt, et qui sont exemptées d'impôts.

En reversant leurs bénéfices indument perçus depuis des décennies, elles contribueraient largement aux dépenses de nos soins de santé...

Nous demandons aussi la révision de l'attribution des statuts BIM. Car « petit salaire » n'est pas systématiquement synonyme de « petit revenu ». Tous les soignants connaissent des patients BIM disposant de revenus locatifs plantureux ou de confortables dividendes de sociétés. Les soignants ne sont pas insensibles à la détresse financière d'une partie de plus en plus importante de la population belge, mais leur imposer de réduire leurs revenus face à certains fraudeurs sociaux et mettre la survie de leur cabinet en péril est insultant et inacceptable.

L'UBPS propose une voie médiane pragmatique en opposition à un étatsisme dogmatique, avec :

1. Une liberté thérapeutique humaine, pas des algorithmes budgétaires inadaptés à la réalité du terrain
2. Une accessibilité financière honnête et responsable, sans détruire les conditions économiques qui permettent aux structures de soins d'exister
3. Un allègement radical de la bureaucratie qui diminue le temps consacré aux soins
4. Une ouverture au dialogue pour une co-construction des réformes
5. Un audit indépendant et transparent de toutes les mutuelles, pour que celles-ci retrouvent leur but premier et participent à l'effort budgétaire
6. Une révision de l'attribution des statuts BIM
7. Une participation du secteur pharmaceutique à l'effort d'économie

**Parce qu'on ne répare pas la santé en brisant ceux qui soignent.**